

ISRAËL INTERPELLÉ PAR SON HISTOIRE LE VISAGE INQUIÉTANT DU SIONISME NÉO-CLASSIQUE

ILAN PAPPE *

L'auteur rappelle les trois positionnements idéologiques des années 1990 dans la société israélienne quant à la guerre de 1948 qui conduisit à la création de l'État d'Israël. Un nouveau courant historiographique a surgi à l'aube des années 2000 – le sionisme néo-classique – soulignant combien la lutte pour la mémoire reste l'un des champs de bataille les plus cruciaux qui tenaille la société israélienne. Le point de vue sioniste néo-classique milite pour un Israël qui s'étendrait sur ses frontières actuelles et sur près de la moitié de la Cisjordanie. L'État palestinien serait réduit à la bande de Gaza et à l'autre moitié de la Cisjordanie. Aucun droit de retour ne serait autorisé aux réfugiés palestiniens.

La « nouvelle histoire » et la « sociologie critique » israéliennes sont deux synonymes pour caractériser un groupe d'universitaires israéliens qui ont analysé l'histoire du pays sous un angle non sioniste. Ils ont formé un groupe disparate d'universitaires tant relativistes que positivistes, et venant de disciplines diverses en sciences humaines. Ils avaient néanmoins en commun la volonté de se libérer de la méta-narration sioniste, et nombre de faits historiques sur lesquels ils se sont penchés se sont révélés correspondre à la version palestinienne de l'histoire. Ceci s'est révélé tout particulièrement exact pour le groupe alors dénommé « les nouveaux historiens » qui a révisé l'histoire de la guerre de 1948, et ce tant pour les Israéliens que pour de nombreuses personnes en Occident. Grâce aux archives dé-

* HISTORIEN ISRAËLIEN

classifiées dans les années 1980, ce groupe a corroboré la vieille revendication des Palestiniens selon laquelle près d'un million d'entre eux avaient été expulsés de force en 1948. Le groupe a également pu donner une image plus complète de la dévastation que l'expulsion a laissée derrière elle : c'est-à-dire la destruction de centaines de villages, et des douzaines de zones urbaines tout d'abord réduites à des tas de ruines avant de les remodeler ensuite en implantations juives et en forêts ¹.

L'émergence d'opinions aussi critiques et leur acceptation partielle par le milieu académique, les médias et le système éducatif en Israël ont reflété l'atmosphère générale dans le pays dans les années 1990. La recherche d'un accord avec l'OLP a fait apparaître dans le public, au moins pour un temps, une sorte d'ouverture à des opinions contraires – même en faveur de ceux qui étaient quelque peu antisionistes – sur de nombreux sujets et dans de nombreux domaines d'activité.

Ce mouvement critique a été dénommé « post-sionisme » ; cette définition reste pour moi tout à fait acceptable et adéquate pour dénommer ceux qui ont remis les choses en question. Ils se sont principalement heurtés aux tenants du point de vue unanime du sionisme – que j'ai appelé par ailleurs « sionisme classique » – et plus tard à la frange la plus à droite de la société – que j'ai appelée « néo-sionisme » ².

Avec la mort des accords d'Oslo et le déclenchement de la deuxième *Intifada*, les voix post-sionistes ont été réduites au silence et se sont rapetissées. Elles sont passées, dans l'esprit du public, du statut de preuve du pluralisme d'Israël à celui de traîtres et de défaitistes. Ces voix ont été remplacées, ces dernières années, par un mélange des deux voix opposées du passé – formant une sorte de quatrième positionnement, proche du post-sionisme, du sionisme classique et du néo-sionisme. J'ai choisi de le dénommer ici positionnement « sioniste néo-classique ».

Dans cet article, j'analyserai tout d'abord, ou plutôt rappellerai, les trois positionnements idéologiques des années

¹ Ilan Pappé, « The Post-Zionist Critique : Part I : The Academic Debate », *Journal of Palestine Studies*, 26 (2), Winter 1997, pp. 29-41.

² Ilan Pappé, « Israel between Civic Democracy and Jewish Zealotocracy », *Journal of Palestine Studies*, 29 (3), Spring 2000, pp. 33-45.

1990 au sein de la société israélienne, puis je décrirai l'émergence d'une quatrième voie au début du *xxi*^e siècle. Étant historien, et étant confiant dans le fait que de nombreux aspects de l'Israël contemporain sont valablement analysés dans d'autres articles, je traiterai du sionisme néo-classique sous un angle relativement restreint : celui de la récente historiographie sioniste de la guerre de 1948.

L'analyse de l'émergence d'un point de vue sioniste néo-classique dans la description historiographique de 1948 peut servir deux objectifs. Premièrement, il constitue une autre manifestation de l'orientation intellectuelle et culturelle de la société juive, actuellement et pour les années à venir. Deuxièmement, il établit encore à nouveau que la lutte pour la mémoire restera l'un des champs de bataille les plus cruciaux entre les deux groupes nationaux embrouillés dans ce conflit, avec des répercussions au niveau inférieur au sein des sociétés locales.

Le triangle idéologique en Israël dans les années 1990

Le principal courant en matière de sionisme a été jusqu'à présent celui du sionisme classique. En termes politiques, il a représenté une vision de la réalité locale à laquelle la majorité des électeurs du Likoud ou des Travailleurs se sont raccrochés depuis 1981. C'est un positionnement qui soutient historiquement la politique et la planification de tous les gouvernements israéliens depuis la création de l'État. Les deux autres courants sont apparus comme remettant en question ce courant principal : à gauche, il a rencontré ceux du post-sionisme, et à droite il a été critiqué par le néo-sionisme.

En termes culturels, le néo-sionisme a été la représentation hégémonique du sionisme depuis au moins 1882 et jusqu'à la chute du parti travailliste lors des élections de 1977. Cette année-là, le sionisme classique a été politiquement remis en question, et avec succès, par une alternative plus ethnocentrique et ségrégationniste, une variante du sionisme : le mouvement révisionniste et le parti du Likoud dirigé par Menahem Begin. Mais peu après son arrivée au pouvoir, il s'est aussi arrimé au sionisme classique. En sus, le système politique a continué d'en souffrir. Il y eut deux gouvernements d'union entre le Likoud et les Travailleurs dans les années 1980, et les Travailleurs revinrent deux fois

au pouvoir en 1992 et en 1999. Après le déclenchement de la deuxième *Intifada*, un Likoud au nouveau visage avec Ariel Sharon a gagné les cœurs et les esprits de nombreux ex-électeurs du parti travailliste ; Ariel Sharon a été ramené au pouvoir par deux fois, en 2001 et en 2003, comme favori tant des électeurs du Likoud que des Travaillistes. C'est ainsi que le sionisme classique resta le principal prisme à travers lequel les dirigeants politiques et l'élite en Israël ont regardé la réalité israélo-palestinienne. Bien évidemment, c'était la base idéologique sur laquelle les architectes israéliens d'Oslo avaient bâti les accords de paix, et c'est toujours sur cette base immuable que repose la position israélienne quant à l'étape finale d'un accord de paix israélo-palestinien.

Sur la gauche, le sionisme classique a été attaqué par le post-sionisme. Vers la fin des années 1980, un certain nombre d'universitaires israéliens ont réalisé des études sur certains aspects de la réalité tant passée que présente, et qui venaient contredire le sionisme conventionnel, ainsi que le narratif historique israélien officiel. Ces travaux ont déboulonné les plus sacrées des « vérités historiques » du sionisme, et ont mis en doute leur validité au profit de la génération actuelle. En sus, ces universitaires ont critiqué le rôle joué par les institutions universitaires israéliennes en matière de création de l'image du sionisme, et de sa description de la réalité palestinienne. Directement ou indirectement, ils ont mis à bas les travaux des universitaires israéliens qui avaient dominé le sujet de l'écriture de l'histoire de la Palestine, et aussi celui de la société juive contemporaine. Grâce à leur position en vue au niveau de la conscience publique des années 1990 – et ce seulement et uniquement pendant cette période – ils ont représenté un véritable phénomène culturel en Israël³.

Les universitaires post-sionistes ont adopté la cause des minorités défavorisées, et grâce à des recherches historiques et sociologiques, ont présenté celles-ci comme valables en termes scientifiques. Pendant ce temps, on a essayé de relier entre elles la cause de trois groupes minoritaires défavorisés en Israël, les Palestiniens, les Juifs *Mizrachi*, et les femmes, et d'aboutir à un front politique uni. Quoique cela ait abouti à

³ Uri Ram, « Post Nationalist Pasts : the Case of Israel », *Social Science History*, 22/4 (Summer 1989), pp. 513-545.

un échec politique complet, cela reste une vision en vogue parmi les membres les plus optimistes du mouvement universitaire protestataire.

L'impact le plus frappant sur le public a été l'adoption par les historiens post-sionistes des points fondamentaux de la narration palestinienne sur 1948. Le plus important a été l'acceptation de la revendication palestinienne selon laquelle ils avaient été expulsés de force en 1948. Cette allégation s'est trouvée confortée grâce aux archives israéliennes. Et il a été tout aussi important d'y trouver l'information selon laquelle il y avait eu des dizaines de massacres et autres crimes de guerre, niant par là la revendication israélienne selon laquelle il n'y avait eu qu'un seul massacre en 1948, celui de Deir Yassin ⁴.

Les sept années des accords d'Oslo ont représenté une courte décennie de post-sionisme, affectant le milieu culturel en Israël. Le discours post-sioniste a semblé encourager ceux agissant dans le domaine de la culture à construire une interprétation non sioniste du passé et de la réalité du moment. Même si la critique a varié en intensité, comme au niveau du courage de son expression, elle a été portée par des gens dont certains se qualifiaient de sionistes, alors que d'autres se déclaraient ouvertement anti-sionistes. C'est pourquoi le terme de « post-sionistes » a été avalisé comme étant le meilleur terme définissant un ensemble disparate d'universitaires à l'esprit critique.

Le débat post-sioniste n'a attiré personne en dehors d'une frange volubile et recourant à l'écrit parmi les classes sociales israéliennes. C'était un exercice élitiste, avec des implications plus larges au niveau de la société en tant que telle. L'espoir reposait sur une alliance avec la minorité palestinienne en Israël, dont la matérialisation a échoué ou qui n'avait pas encore été constituée, et de ce fait nous ne pouvons parler du post-sionisme comme d'une remise en question de nature politique.

Dans les années 1980, tant le post-sionisme que le sionisme classique ont fait l'objet de rejet du fait du regroupement des forces politiques vers la droite, et qui peut

⁴ Avi Shlaim, « The Debate about 1948 » in Ilan Pappé (ed.), *The Israel/Palestine Question*, London and New York : Routledge, 1999, pp. 171-192.

être appelé néo-sionisme. La nouvelle droite sioniste classique au pouvoir entre les années 2000 et 2005 a perdu celui-ci lorsque Ariel Sharon a fait évacuer Gaza. Elle a représenté une alliance entre les colons au sein des Territoires occupés et les franges défavorisées et marginalisées de la société juive en Israël. C'est une alliance fragile entre les nationalistes expansionnistes, les rabbins ultra-orthodoxes, et les dirigeants ethnico-spirituels des Juifs *Mizrachi* ; tous se présentant comme les champions des communautés juives *Mizrachi* défavorisées en Israël (et qui dernièrement tentent de récupérer une part non négligeable du vote des Russes en Israël). Le soutien des Juifs *Mizrachi* à cette alliance, en tant que corps électoral, a toutefois été très limité. Les Juifs *Mizrachi*, ou les Juifs Arabes comme certains les appellent, sont très difficiles à définir en tant qu'ensemble concret sur le plan social ou même sociologique. Ils se divisent très probablement, à l'instar du reste de la communauté juive en Israël, entre les trois courants idéologiques cités ci-dessus.

La fin du post-sionisme et l'émergence du sionisme néo-classique

La décennie post-sioniste prit fin en octobre 2000 avec le déclenchement de la deuxième *Intifada*. Quelques semaines à peine après le début du soulèvement, le discours public en Israël a été remanié selon des lignes strictement unanimes. Le nouveau discours sur l'unité a enveloppé tout un chacun, y compris ceux relevant du champ de la production culturelle mentionnés plus haut comme post-sionistes. Les post-sionistes de tous bords ont fait des déclarations sous forme de *mea culpa*, affirmant leur allégeance au sionisme, et faisant état de leur défiance et de leur animosité vis-à-vis des Palestiniens quel que soit le lieu où vivent ces derniers, c'est-à-dire tant en Israël, que sous le régime d'occupation, ou même en exil⁵.

En Israël, l'atmosphère en général s'est trouvée altérée, lors du début de la deuxième *Intifada*, et plus encore après le 11 septembre. La décision de l'élite politique israélienne de ne pas aller au-delà de la solution offerte aux Palestiniens et telle qu'unilatéralement dictée en 2000 a été favorablement

⁵ A display of such lectures in Haifa university appeared in a local paper *Kol Bo* on 11 May 2001.

accueillie par des pans entiers de la société juive. La manifestation politique de ce soutien s'est concrétisée avec l'élection d'Ariel Sharon, par deux fois, en tant que Premier ministre en 2001 et 2003.

Il y a eu d'autres manifestations complémentaires en faveur de ce nouveau discours unanime approuvé par la grande majorité du corps électoral juif. Les principaux médias, comme les milieux académiques, ont accepté sans critique aucune la version propagandiste fournie par les officiels en Israël pour justifier l'échec du sommet de Camp David en 2000 entre Barak et Arafat, et ils ont souscrit sans critique aucune au discours officiel sur les raisons de la deuxième *Intifada*. Comme je l'ai décrit par ailleurs, les médias et milieux académiques sont devenus les principaux canaux délivrant la structuration 'professionnelle' et même 'érudite' au discours gouvernemental décrivant Arafat comme lié au super-terrorisme d'Oussama Bin Laden et aux événements du 11 Septembre, rapprochement propre à servir de justification au violent comportement de l'armée israélienne dans les Territoires occupés⁶.

Dans le flot de tout ceci, l'esprit critique tout relatif des années 1990 lors des accords d'Oslo a disparu et a été remplacé par une nouvelle version unanime du sionisme classique – bien plus à droite dans l'éventail politique que le vieux sionisme classique, mais moins religieux ou nationaliste que le néo-sionisme. Cela a été une forme hybride en quelque sorte, que j'ai choisi d'appeler le positionnement sioniste néo-classique.

D'une façon générale, on peut y voir un processus qui intervient également dans les systèmes politiques du monde entier, et au Moyen-Orient en particulier. La déstabilisation d'un régime politique, ou la déconstruction d'un paradigme idéologique et hégémonique par rapport à un positionnement universel, séculier et attaché aux droits humains, n'a pas nécessairement conduit la société ou son système politique à aller vers cette nouvelle vision. De fait, le défi posé au sionisme en Israël a mis en vedette un système de valeurs sionistes qui est encore plus rigide et dogmatique que l'idéologie hégémonique qui avait fait l'objet de critiques. Quand le nationalisme est attaqué par la critique post-nationaliste, il

⁶ Ilan Pappé, « Donning the Uniform : the Military and the Media in Israel », *MERIP*, Summer 2002 (No. 223, Vol. 32/2), pp. 46-47.

risque d'être remplacé par un néo-nationalisme. Si le sionisme se trouve en passe de déconstruction par le fait du post-sionisme, le risque est qu'une forme plus radicale du sionisme classique s'y substitue.

Le point de vue sioniste néo-classique comporte une vision claire de la carte finale de la Palestine : l'État juif s'étendrait à travers tout l'Israël actuel et sur près de la moitié de la Cisjordanie (comprenant la zone du Grand Jérusalem) ; à son côté, on trouverait un État palestinien avec une souveraineté limitée sur la Bande de Gaza et l'autre moitié de la Cisjordanie. Au titre de cette prise de position, une solution de nature prospective exclurait tout droit de retour pour les réfugiés palestiniens.

Le sionisme néo-classique est de ce fait un prisme idéologique qui informe le public, et souvent les individus, des positions en matière de questions essentielles telles que les relations futures avec le peuple palestinien, où qu'il soit. À travers ce prisme, l'histoire du lieu et son identité s'articulent également en vue de renforcer les positions politiques sur l'avenir.

L'historiographie israélienne néo-classique de la guerre de 1948

Avec le déclenchement de la deuxième *Intifada*, l'esprit critique instinctif de la société israélienne a disparu ; mais même de façon limitée, la critique du sionisme au sein de la société israélienne était toujours considérée comme un danger majeur quant au caractère sioniste de l'État d'Israël. Et ce même lorsque la critique a porté sur les chapitres passés de l'histoire israélienne et sioniste, ou lorsqu'elle s'attachait à analyser la conduite de l'État pendant la guerre de 1948.

La nature de la réponse unanime à la critique historiographique post-sioniste, et ce même depuis 2000, a été très différente de celle liée à la vision critique des érudits au sujet du passé. La principale caractéristique de la réaction première était celle du déni ; un rejet des faits pourtant connus, et causé par un mélange de culpabilité et d'affolement, et même de panique, en raison des ramifications possibles sur le plan international quant à une telle révélation du passé. La vision historiographique post-sioniste de la guerre de 1948 arguait du fait qu'il y avait eu des expulsions massives des Palestiniens, et que bien évidemment un nettoyage ethnique était effectivement intervenu ; si cela avait été reconnu au

plan international, cela aurait pu mettre Israël dans une position inconfortable car devenant susceptible d'être totalement condamné pour être à l'origine de la création du problème des réfugiés, et par là même de faire l'objet de pressions en vue d'avoir à y répondre. Après tout, le droit des Palestiniens au retour a fait l'objet de reconnaissance au niveau international le 11 décembre 1948, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 194, qui a demandé le rapatriement inconditionnel des réfugiés. En 2000, comme tout au long de l'existence d'Israël, la position sioniste commune et officielle a été de nier totalement la version palestinienne donnée au sionisme comme relevant d'un mouvement colonialiste, et à partir de 1948 comme relevant d'un véritable nettoyage ethnique⁷.

Les réactions actuelles sont aussi véhémentes que celles du passé. Des historiens confirmés au sein d'universités prestigieuses se mettent à gronder de fureur lorsque quelqu'un tente, même avec précaution, de remettre en question le sionisme ou l'attitude des Israéliens dans le passé. Les attaques sont particulièrement vives sur quiconque remet en cause la version du néo-sionisme actuel au sujet des événements de 1948. Ils sont alors décrits, comme je vais maintenant le démontrer, soit comme des nouveaux antisémites, ou comme des Juifs pleins de haine à l'égard d'eux-mêmes (alors que, par le passé, on les qualifiait « seulement » de mauvais ou peu sérieux universitaires).

L'idéologie se trouve renforcée par le biais de nouvelles recherches sur les événements de cette triste année 1948, sous l'égide du sionisme néo-classique, et qui reflète et caractérise l'ambiance actuelle et l'orientation idéologique en Israël.

La caractéristique la plus frappante du fruit des travaux historiographiques sur 1948 en Israël est sa concordance avec les faits tels qu'ils étaient présentés par les historiens post-sionistes dans les années 1990. Ce qui est écarté d'office, ce sont les motivations idéologiques de tout travail décrivant les faits comme relevant d'un réquisitoire contre Israël. En conséquence, le résultat d'une telle approche est que les

⁷ Pour une analyse plus élaborée de la position israélienne, voir Ilan Pappé, « The Post-Zionist Discourse in Israel, 1991-2001 », *Holy Land Studies*, 1:1 (2002), p. 3-20.

débats historiographiques actuels se concentrent sur la moralité et l'éthique, et non pas sur les faits : les forfaits sionistes et israéliens du passé, qui font l'objet de critiques tant internes qu'externes, et qui sont bien évidemment condamnés si regardés sous un angle humaniste ou universaliste, sont rachetés, ou même approuvés, par la nouvelle génération d'historiens sionistes néo-classiques.

Il y a une séparation du travail entre ceux qui remettent en question la moralité de l'historiographie critique (et je les appelle ici les Chevaliers de la Brillante Armure) et ceux qui vont à la recherche des faits pour reconstruire l'histoire de façon à la mettre en rapport avec l'Israël d'aujourd'hui, c'est-à-dire les praticiens historiens. L'un d'entre eux a regroupé les deux fonctions à la fois, et a en fait été le précurseur de la nouvelle approche historiographique, et c'était Benny Morris. Son premier travail, *La naissance du problème des réfugiés*, était entièrement basé sur des archives israéliennes, alors qu'au moment de la publication du livre, les archives de l'IDF (ndt : les Forces de Défense Israéliennes) contenaient peu d'éléments. En 1998, l'IDF a déclassifié bon nombre de nouveaux documents au sujet de la guerre de 1948. Morris, toujours positiviste, a jugé que ces nouveaux documents justifiaient ce qu'il a appelé dans une version révisée de son livre *Corriger les erreurs* (*Tikun Taut* était le titre de cette version révisée du livre en hébreu)⁸. L'erreur était en fait la sienne propre : les archives de l'IDF ont fait ressortir une expulsion bien plus systématique que celle qu'il avait décrite dans son livre de 1998. C'est alors qu'est arrivée la deuxième *Intifada*, et les deux événements – la révélation privée de l'histoire complète de 1948 et la totale méfiance du public juif envers les Palestiniens dans la foulée de leur soulèvement – se sont alors fort joliment confondus. La conduite des Palestiniens en 2000 justifiait après coup leur expulsion systématique en 1948. La politique ethnique de 1948 était fondée, comme l'était la violente réponse au soulèvement en 2000. En sus, ces deux éléments pouvaient se révéler être les utiles moyens d'une politique dans le futur au cas où les circonstances l'exigeraient⁹.

⁸ Benny Morris, *Correcting a Mistake ; Jews and Arabs in the land of Israel, 1936-1956*, Tel-Aviv : Am Oved, 2001 (Hebrew).

⁹ Interview in *Haaretz*, 16 January 2004.

D'autres historiens en Israël ont suivi cette voie. Les nouveaux documents d'archives – ceux fournis par l'IDF et ceux de la Haganah en 1998 – permettent aux historiens professionnels en Israël de voir par eux-mêmes l'étendue du nettoyage ethnique de 1948 comme ils ne l'avaient jamais vue auparavant. Même les historiens nationalistes et orientalistes qui se gaussent des sources arabes ou palestiniennes et ne se basent que sur des sources israéliennes, ne peuvent plus nier les expulsions massives et délibérées qui sont intervenues¹⁰.

Ce qui était nécessaire, c'était une justification après coup. Dans une interview du journal *Haaretz*¹¹, Morris a argué de la nécessité de procéder à un nettoyage ethnique en 1948 et a condamné Ben Gourion pour n'avoir pas réussi à expulser tous les Palestiniens, et il a fait allusion à l'accomplissement d'une telle tâche dans le futur.

Dans son sillage, et grâce à la légitimation qu'il a donnée au nettoyage ethnique, il est devenu plus facile pour l'establishment des historiographes de continuer la bataille sur le travail de mémoire dans deux directions : recruter des pro-sionistes à travers le monde entier pour qu'ils renouvellent leurs vœux d'allégeance au sionisme – en dépit d'un plus grand éclairage sur les crimes d'Israël en 1948 – et encourager les jeunes historiens professionnels à revoir les archives et à traiter l'information obtenue à travers le prisme du sionisme néo-classique.

Les Chevaliers de la Brillante Armure idéologique

Plusieurs livres sont récemment parus, et qui présentent des positions sionistes néo-classiques. Les plus brillants d'entre eux font partie d'un recueil édité par Anita Shapira et Derek Penslar, *Le révisionnisme historique d'Israël, de la gauche à la droite*¹². Il fait peu de place aux essais historiographiques,

¹⁰ Yoav Gelber, *Independence and Nakba ; Israel, the Palestinians and the Arab States, 1948*, Or Yehuda : Dvir, 2004 (Hebrew) and Uri Milstein, *History of the War of Independence*, Lanham : University Press of America, 1998.

¹¹ See *Haaretz*, *op. cit.*

¹² Anita Shapira and Derek J. Penslar, *Israeli Historical Revisionism ; From Left to Right*, London and Portland : Frank Cass, 2003.

mais il a recruté des philosophes libéraux, dont le plus connu est Michael Walzer. Dans ce recueil, Walzer ne fait que répéter tout le narratif le plus éculé du sionisme en le présentant comme la seule vérité historique¹³. La nouveauté consiste en sa référence à la lutte tout au long de l'historiographie d'Israël. Il la décrit comme une « bataille existentielle » contre les forces du mal. Et comme dans toutes les batailles existentielles, toutes les tentatives précédentes pour occulter, s'excuser, rendre carrés les cercles, et user de façon exagérée de métaphores et d'oxymorons pour masquer une déplaisante réalité sont mises de côté. En 2005, les forces du mal, et tout spécialement ceux stigmatisés par l'establishment universitaire sioniste, ne forment plus qu'un nombre dérisoire d'historiens israéliens qui osent encore écrire sur un mode critique au sujet du passé sioniste et qui valident les revendications palestiniennes de base sur l'histoire du pays. Cette révision historiographique – ramenée à moins d'une vingtaine d'universitaires lorsque ce nouveau recueil est sorti – décrète que ses éditeurs représentent « une attaque du sionisme lui-même »¹⁴.

« Pas étonnant si Walzer est appelé à rejoindre la bataille – pas celle pour la vérité, la philosophie morale ou la recherche académique – mais pour sauver l'État juif. Contre qui donc ? Contre quiconque remet en question la moralité du nettoyage ethnique de 1948, de la discrimination à l'encontre des Juifs Arabes et de la minorité palestinienne depuis bien avant 1948, et de l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Israël a été protégé de toute exposition quant à la façon dont la mémoire de l'Holocauste a été manipulée, et de toute allégation quant au peu mis en œuvre par les dirigeants juifs de Palestine pour sauver les Juifs de l'Holocauste en Europe. Ce dernier point est particulièrement sensible, car il traduit la volonté des dirigeants sionistes de s'engager uniquement dans des opérations de sauvetage ayant pour but de ramener des Juifs en Palestine, politique récemment décrite par Anita Shapira comme dénotant un grand art de gouverner. »¹⁵

¹³ Michael Walzer, « History and National Liberation » in *Shapira and Penslar, ibid.*, pp. 1-9.

¹⁴ *Ibid.*, editors'note, pp. vi-vii.

¹⁵ *Haaretz*, books supplement, 30 March 2005.

Les écrits de Walzer en ouverture du recueil constituent une diatribe qui pourrait correspondre plus à celle d'un novice au service des néo-conservateurs qu'à un distingué philosophe. Tous les « nouveaux historiens » sont post-modernistes (il exclut Morris, montrant enfin quelque raffinement). Modernistes ou post-modernistes, ils font partie d'une « nouvelle gauche », terme énigmatique pour décoder au bénéfice de lecteurs potentiels américains le mal dont ils sont la représentation directe.

Walzer est moins qu'un novice lorsqu'il en arrive à défendre la narration sioniste. Ses écrits sont alors parsemés de références à une « situation complexe ». La dépossession de près d'un million de Palestiniens et le contrôle grâce à l'occupation comme la discrimination à l'encontre de près de cinq millions, forment des histoires complexes. Le masque de la complexité est utile, car Walzer veut présenter le sionisme comme un mouvement de libération, et en plus très moral. Cette ligne de défense se rapproche des discours du passé de Elie Wiesel, et en particulier de celui qu'il a délivré aux Nations unies le jour de la commémoration d'Auschwitz, où il a fait la liste de tous les peuples opprimés dans le monde, en excluant bien sûr les Palestiniens¹⁶.

Après Walzer, le champ de bataille est laissé aux Israéliens du coin pour continuer la lutte au nom du sionisme. Leur réaction, à la fois sur le recueil et sur d'autres sources, est le point focal de cet article : en termes non-académiques, on peut dire que c'est plutôt effrayant. Dans un espace pas plus grand qu'une coque de noix, les choses se présentent ainsi : tous ceux qui remettent en question les droits moraux du mouvement sioniste pour déposséder les Palestiniens sont des antisémites modernes – et ce selon les propos d'Alan Dershowitz qui est l'un de ces « Chevaliers de la Brillante Armure » nouvellement recruté parmi tant d'autres dignitaires – ou des Juifs remplis de haine pour eux-mêmes.

L'historiographie professionnelle qui remet en question le comportement sioniste est erronée, non professionnelle et hautement idéologique – et selon l'un des plus connus dans le domaine, le professeur Yoav Gelber de l'université de Haïfa – si ceci vient de l'intérieur, alors cela devient de la trahison pure¹⁷. Les mots utilisés par Gelber dans ses accusations sont

¹⁶ On 24 January 2004.

¹⁷ A review of Dershowitz's work see Norman Finkelstein, *Beyond Chuzpa*, Berkeley : California University Press, 2005.

encore plus injurieux et ses métaphores plus limitées. Mais le message est le même. Tout n'est que mal venant de ceux qui disent que la Nakba était un crime ou tout au moins une injustice : leur méthodologie, leur idéologie, et même leur personne selon Yoav Gelber. Mais, fait intéressant, pas les faits eux-mêmes : les Palestiniens ont été dépossédés, mais c'était de leur faute, et ils ont été traités loyalement compte tenu du peu qu'ils méritaient.

Walzer a raison sur un point, qui est que la lutte pour le travail de mémoire en Israël relève de l'idéologie, et ce même dans le milieu de l'historiographie professionnelle. C'est pourquoi l'un des historiens à l'avant-garde des attaques contre le post-sionisme, Daniel Gutwein de l'université de Haïfa, argue dans le même recueil qu'il n'y a rien de nouveau dans ce que cette « nouvelle histoire » revendique. La seule nouveauté, c'est que le sionisme néo-classique, à la protection duquel il se précipite, a maintenant de formidables ennemis : les post-modernistes nihilistes qui veulent privatiser la mémoire nationale collective et sacrée pour le bénéfice de leurs propres intérêts égotistes et même parfois pervers¹⁸.

Quoique moins subtile, mais beaucoup plus élevée dans la hiérarchie historiographique, on trouve Anita Shapira de l'université de Tel-Aviv, qui fournit ses propres qualificatifs pour les historiens critiques : vulgaires marxistes, Juifs pleins de haine pour eux-mêmes, et antisémites. Ceci vient en réplique à l'adjectif lancé par l'orientaliste israélien Martin Kramer devant les principaux membres de l'Association américaine d'études sur le Moyen-Orient¹⁹.

Shapira comme Gelber et Gutwein ont déplacé le débat historique d'un niveau tournant autour de faits historiques à celui de pures lignes idéologiques. La transition s'effectue par le passage de l'argumentation sur les faits – ce qui était encore le cas dans les années 1980 – à « l'exposition » de ce qui est sous-jacent à l'histoire et la sociologie critique qui ont émergé en Israël dans les années 1990. Dans ce recueil, Shapira écrit que le danger s'est amoindri et a pratiquement

¹⁸ Daniel Gutwein, « Left and Right Post-Zionism and the Privatization of Israeli Collective Memory » in *Shapira and Pensler, ibid.*, pp. 9-42.

¹⁹ Martin Kramer, *Ivory Towers on Sand : The Failure of Middle Eastern Studies in America*, The Washington Institute for Near East Policy, 2001.

disparu, sans laisser de marques significatives. Et n'en soyons pas surpris, car si un tel acte de révisionnisme équivaut à de la trahison, seules des personnes ayant perdu l'esprit comme le présent rédacteur de cet article et quelques-uns de ses collègues continueront à soutenir la critique en Israël.

Le nouveau visage de l'historiographie professionnelle

Localement, les nouveaux noms d'historiens moins connus sont ceux de nouveaux entrants dans le domaine de l'histoire, dont certains viennent juste de terminer leurs études ou ceux qui viennent de rejoindre la communauté de l'historiographie professionnelle. On leur a confié non seulement les archives de l'IDF de 1998 mais aussi des documents sélectionnés et marqués « top secret », qui ne seraient pas montrés à quiconque pouvant être suspecté d'avoir l'esprit critique quant au sionisme au niveau de ces archives de l'IDF.

En la matière, ce que ces Israéliens praticiens professionnels de l'histoire publient en hébreu est nettement plus important que ce que les chevaliers de la brillante armure, tels que Walzer et Dershowitz, propagent à l'extérieur d'Israël. Dans les plus récents recueils à paraître en hébreu au sujet de la guerre de 1948, le sionisme néo-classique apparaît dans sa forme la plus lucide. C'est un mélange de discours messianique sioniste, avec une apparence d'objectivité scientifique.

Cet alignement peut être illustré par l'introduction au début du recueil, *La guerre d'Indépendance 1948-1949*²⁰ (noter que le titre en hébreu utilise le calendrier hébraïque). Cette introduction « théologise » les opérations juives en 1948, ce qui n'existait pas aux débuts de la réaction sioniste classique envers la « nouvelle histoire ».

Elle a été écrite par Alon Kadish, ex-responsable du département Histoire à l'Université hébraïque, qui juge la guerre de 1948 comme la victoire des « Justes » contre les « Injustes » et comme ayant évité un second holocauste²¹.

²⁰ Alon Kadish (ed.), *Israel's War of Independence 1948-1949*, Tel-Aviv : The Israeli Defence Ministry, 2004 (in Hebrew).

²¹ *Ibid.*, introduction, pp. 11-13

L'année 1948 y est décrite comme le dernier maillon de la chaîne qui « a finalisé la rédemption de la terre et le retour des Juifs dans leur patrie, et aussi le renouveau de leur indépendance sur cette terre »²². Transformer la terre de Palestine (et pas seulement celle donnée aux Juifs par la résolution des Nations unies portant sur la partition) en une terre juive fait maintenant l'objet de reconnaissance complète, sans critique aucune, et représente la justification morale des objectifs poursuivis par les opérations juives en 1948.

Mais ce n'est pas seulement l'argumentation utilisée qui est troublante, ce sont aussi les sujets choisis par les historiens : le plus surprenant d'entre eux étant celui des abus des Israéliens en matière de droits humains et de droits civils pendant et autour de la guerre de 1948. Ces atrocités sont présentées, dans ce recueil, comme un aspect normal et même louable des actions militaires israéliennes en 1948.

Je vais fournir plusieurs exemples. Ils sont tirés des travaux de nouvelles recrues au sein de la communauté des historiens. Le premier est l'article de Aharon Klein sur les prisonniers de guerre. Klein considère que la politique israélienne à l'égard de ces prisonniers en 1948 était inévitable. Il a eu accès à tous les dossiers de l'IDF sur le sujet²³. Jusque-là, nous n'avions que les travaux très sérieux de Salman Abu Sitta qui n'avait eu accès qu'aux versions orales et aux archives de la Croix-Rouge Internationale. Les nouveaux matériaux ont établi que Abu Sitta avait eu raison au niveau de ses pires conjectures quant au sort des prisonniers de guerre en 1948 : la plupart étaient des Palestiniens, qui, selon la réglementation internationale, étaient des citoyens à part entière du nouvel État d'Israël. Ils ont été non seulement emprisonnés, mais ont aussi fait l'objet de nettoyage ethnique au sein de leur nouvel État. Environ 5 000 d'entre eux ont été astreints aux travaux forcés et ont fait l'objet de mauvais traitements systématiques.

Klein fait état dans ses travaux de l'autorisation donnée aux officiers de renseignement de décider à tout moment de ceux qui, parmi les Palestiniens faits prisonniers lors des opérations de 1948, pouvaient être immédiatement exécutés :

²² *Ibid.*, p. 14.

²³ Aharon Klein, « The Arab POWs in the War of Independence », in Kadish, *ibid.*, pp. 567-586.

cette indication donne un nouvel éclairage sur les massacres et sur les aspects génocidaires du nettoyage ethnique de 1948, qui viennent corroborer de nombreux récits oraux des Palestiniens au sujet des tueries systématiques intervenues en parallèle aux opérations de nettoyage ethnique.

Klein utilise tant les documents de la Croix-Rouge, dont Abu Sitta avait fait usage avant lui, que ceux de l'IDF. Klein fait l'éloge de l'armée israélienne pour l'utilisation réfléchie et efficace des prisonniers tombés entre leurs mains. La plupart des Palestiniens étaient des adolescents ou de jeunes hommes d'environ vingt ans, et non pas des soldats, et soumis aux travaux forcés. Les services israéliens de renseignement ont défini les « hommes », ainsi que l'explique Klein dans son article, comme tous ceux ayant plus de dix ans.

La plus terrifiante des références faites à cet évident abus des droits humains est celle fournie par l'éditeur de cet article, Alon Kadish, lorsqu'il écrit : « Certains parmi eux [les prisonniers de guerre palestiniens] ont dû être heureux, car ils travaillaient parfois là où ils avaient auparavant travaillé pour le compte des Britanniques »²⁴.

Aharon Klein cite des directives pour les « ravisseurs » de ces prisonniers de guerre dont les plus jeunes avaient dix ans et les plus vieux cinquante ans. La définition était claire : elle concernait tout « ennemi » arabe jugé suspect ; c'était la seule catégorie utilisée par le haut commandement, qui exigeait que le plus grand nombre de prisonniers soient pris au titre de celle-ci²⁵.

Klein rapporte des cas de barbarie dans les camps de prisonniers de guerre, et des cas d'exécutions, dont il maintient qu'ils ne représentaient pas la norme, et qu'il justifie en expliquant qu'il y avait là des milliers de prisonniers en âge d'aller à l'armée – de plus de dix ans comme indiqué ci-dessus – et dès lors il y avait un problème logistique quant à la façon de les gérer. Un si jeune âge le trouble quand même, et il concocte une explication que l'on ne peut trouver dans aucun document d'archive, selon laquelle dans certains cas l'emprisonnement d'enfants – parfois mentionnés comme soldats et parfois comme enfants – est intervenu après l'expulsion de leurs mères. Donc, il s'agissait là d'action

²⁴ Kadish, introduction, *ibid.*, p. 24.

²⁵ Klein, *ibid.*, p. 568

humanitaire, pour leur propre bien, de façon à ce qu'ils ne soient pas laissés tout seuls. Comme nous l'avons indiqué par ailleurs, les forces d'occupation, avant les expulsions, séparaient les « hommes » au-dessus de dix ans de leurs mères, ce qui ne démontre pas vraiment une volonté de laisser les familles ensemble comme de prendre en charge les orphelins ²⁶.

Dans l'article de Klein, on trouve un chapitre particulièrement terrifiant, avec le sous-titre « Shomeri Hamahanot » (*Les Gardiens du camp*). Quiconque a survécu à l'Holocauste frissonnerait d'horreur à la lecture de ce sous-titre, mais pas nos braves historiens israéliens, qui, comme l'a démontré Idit Zertal, ont tellement nazifié les Palestiniens que cela les rend aveugles quant aux atrocités israéliennes commises envers les Palestiniens. Klein note que la plupart des *Shomeri Ha-Mahanot* appartenaient aux groupes Irgoun ou Stern, laissant ainsi entendre que s'il y avait une exceptionnelle brutalité, elle venait de « l'extrême droite » ²⁷.

Un autre terme utilisé, qui nous rappelle des images d'un autre temps, est celui de *Mahanot Haavoda*, « les camps de travail de prisonniers » ²⁸. Il est nécessaire de citer longuement le texte, que Klein a eu la chance d'avoir et dont l'accès est refusé aux chercheurs qui étaient des révisionnistes dans le passé, et de prendre en note sa propre analyse qui mène à autant de perplexité que les sources de base elles-mêmes. Il est important de souligner une fois encore qu'il s'agit d'un article faisant partie d'un recueil qui a pour objectif de combattre la tendance idéologique des nouveaux historiens à critiquer la conduite de l'État juif pendant la guerre de 1948 : « Le potentiel d'emploi présent du fait des milliers de prisonniers de guerre arabes était énorme. Le marché israélien manquait terriblement de main-d'œuvre, et les militaires avaient un urgent besoin de nouvelles bases et de nombreux camps. »

En sus : « Réaliser que l'emploi des prisonniers de guerre résoudrait une partie des problèmes et des besoins de l'IDF a conduit à la décision de construire deux camps spéciaux de

²⁶ See Ilan Pappé, « The Tantura Case in Israel: The Katz Research and Trial », *Journal of Palestine Studies*, 30 (3), Spring 2001, p. 19-39.

²⁷ Klein, *ibid.*, p. 575.

²⁸ *Ibid.*, p. 577.

travail pour les prisonniers, l'un à Sarafand et l'autre à Tel-Littwinski (aujourd'hui l'hôpital de Tel-Hashomer). La construction des camps a été terminée en septembre 1948. Un autre camp spécial de travail a été ouvert pendant plusieurs mois à Umm Khalid près de Netanya... La construction des camps de travail a permis de faire un bond significatif au niveau de l'exploitation de la main-d'œuvre parmi les prisonniers de guerre, dont le nombre ne cessait d'augmenter. »²⁹

Il est finalement fait l'éloge de l'armée dans cet article pour avoir mis de l'ordre dans un système qui est ainsi décrit par un survivant palestinien : « Ils nous ont amenés à Zakhron Yacoub et nous avons été conduits dans un cellier sombre et humide. J'ai eu l'impression d'entrer dans un tombeau. Nous étions environ trois cents. Nous sommes restés là pendant trois jours sans nourriture. J'avais la tête qui tournait et j'étais épuisé. On se marchait dessus. Brusquement, la porte s'est ouverte. On avait peur de ce qui pouvait arriver. Nous étions massés les uns contre les autres devant des camions qui attendaient. Quant le camion était plein, ils le fermaient, et ils nous ont ordonné de nous asseoir. Ils ont menacé de tirer sur toute tête qui dépasserait. Mais comment donc nous asseoir ? Ils ont frappé sur toutes les têtes qui dépassaient. Il y avait tellement de sang partout. Sous bonne garde, on nous a amenés à Um Khalid. Là, nous avons été conduits dans un camp de concentration et de là au travail forcé. Nous devions casser et porter des pierres toute la journée. Notre ration quotidienne était de seulement une pomme de terre le matin, et d'un demi-poisson séché le soir. Ils battaient tous ceux qui désobéissaient. Au bout de quinze jours, ils ont conduit 150 hommes dans un autre camp. J'en faisais partie. C'était terrible pour moi de laisser mes deux frères derrière moi. Au moment du départ, nous avons été mis en rang et on nous a ordonné de nous mettre nus. Pour nous, c'est la chose la plus avilissante qui soit. Nous avons refusé. On nous a tiré dessus. Nos noms étaient appelés, et on devait répondre "Monsieur" ou autre. Nous avons été conduits dans un autre camp dans le village de Ijil. Là, on nous a mis sans attendre au travail forcé, qui consistait à ramasser les pierres de maisons arabes démolies. Nous n'avons pas été nourris pendant deux jours, puis on nous a donné un bout de pain. »³⁰

²⁹ *Ibid.*, p. 576.

³⁰ *Ibid.*

Dans un rapport de la Croix-Rouge, il est noté qu'il s'agissait seulement, en ce qui concernait les prisonniers, « d'obtenir d'eux un travail extrêmement utile à l'économie de l'État »³¹.

Voici la version néo-classique : vers la fin d'octobre/début novembre 1948, l'emploi de prisonniers de guerre formait un système complet s'appuyant sur des procédures, des directives, des formulaires et des rapports.

Mais les abus commis sur environ 5 000 Palestiniens dans les camps de prisonniers n'étaient qu'une question accessoire dans le grand débat sur 1948. Le débat de fond porte sur le nettoyage ethnique de 1948, et le dilemme historiographique sur la façon de le traiter.

La polémique porte en partie non seulement sur la justification morale des pires aspects du nettoyage, mais aussi sur leur fréquence. Cela forme la base des travaux d'un professeur de géographie de l'université de Haïfa, Arnon Golan, qui a joué un rôle prépondérant dans les tentatives de réfutation des travaux des nouveaux historiens. Dans un article récent, il n'est plus revenu sur son déni antérieur du nettoyage ethnique. Et c'est ainsi qu'il écrit maintenant : « La politique mise en œuvre à l'encontre des villages arabes qui étaient occupés reposait sur leur totale destruction, et sur l'expulsion des villageois qui restaient. Ces actions étaient menées en vertu de l'interprétation la plus stricte du plan Dalet... Il y avait aussi des phénomènes de vandalisme et de vengeance. »³²

Les faits sont là, et une explication moralisatrice est à tout le moins nécessaire pour réconcilier la réalité avec le sionisme. Golan prétend que l'expulsion n'était pas différente du sort subi par ceux qu'il appelle « les réfugiés juifs de 1948 » : il fait là référence aux quelques centaines de personnes qui ont perdu leurs implantations au sein de la Cisjordanie et aux résidents du quartier juif de la vieille ville de Jérusalem ; toutes zones qui ont été annexées, avec l'accord préalable des Juifs, à la Jordanie.

La deuxième partie de son article traite de la division de la part du gâteau palestinien par les autorités israéliennes. A

³¹ *Ibid.*

³² Arnon Golan, « The Reshaping of the ex-Arab Space and the Construction of an Israeli Space (1948-1950) » in Kadish, *ibid.*, p. 912.

l'instar du régénéré Morris, Golan regrette seulement l'absence d'une mainmise plus efficace et mieux coordonnée quant au pillage systématique et violemment réalisé par le gouvernement israélien sur les propriétés des Palestiniens, sur leurs maisons, leurs terres, et leurs avoirs bancaires. Il écrit que la dépossession totale était justifiée, car c'était le seul moyen de permettre l'absorption de tant de nouveaux immigrants juifs après la guerre de 1948. Dans la même veine, l'article exonère la politique israélienne de non-rapatriement : une politique auparavant condamnée par Morris, et maintenant faisant l'objet de louanges par lui aussi.

Un autre cas intéressant est illustré par l'article de Dani Hadari, dans le même recueil. De son côté, il accepte la pression mise par la nouvelle histoire sur l'importance du plan Dalet pour recourir au nettoyage ethnique de la Palestine, et ce même s'il n'utilise pas cette terminologie. Lorsqu'il traite de la partie dans le plan Dalet qui ordonnait de détruire les villages palestiniens, il l'intitule « une importante mission militaire »³³. Il écrit que, quoique le plan Dalet ait laissé la possibilité de se rendre à certains villages palestiniens avec la promesse de l'immunité, en réalité c'était une promesse qui n'a que rarement été suivie d'effet sur le terrain. Hadari fait l'éloge de l'armée israélienne pour avoir interprété le contenu du Plan de cette manière. Il décrit cette stricte interprétation comme relevant de la propension bien connue de l'armée israélienne à « prendre l'initiative » – *litol yozman*³⁴. Il prend d'ailleurs exemple sur le cas du village de Umm Zayant, à qui l'immunité avait été promise et qui a pourtant été détruit et vidé de ses habitants au mépris de la main pacifique qu'ils avaient tendue.

L'article de Hadari comporte aussi des louanges sur la « désarabisation » de la Galilée opérée par l'armée très exactement à partir du 29 mai 1948 et arrêtée en octobre de cette même année. Le terme de « désarabisation » constitue un autre exemple de ce nouveau discours. Dans l'ancien discours, les Arabes n'étaient pas mentionnés lorsque les historiens traitaient de la « libération de la Galilée ».

³³ Dani Hadari, « The War of Independence in the North » in *Kadish*, *ibid.*, p. 131.

³⁴ *Ibid.*, p. 133.

Cette même tonalité est utilisée lorsque Hadari traite de la politique consistant à tirer sur les villageois voulant retourner dans leurs villages, après qu'ils en avaient été expulsés. Il gère la question sous l'angle purement militaire – alors même que les observateurs des Nations unies l'ont condamnée en tant que politique inhumaine à l'époque³⁵.

Le paradigme de l'historiographie sioniste néo-classique a même été introduit, maintenant, dans le système éducatif. A la fin des années 1990, il y avait deux ouvrages dont les textes étaient proposés au système éducatif, qui laissaient entendre que les Palestiniens avaient été expulsés en 1948. Après une dispute animée au comité de l'éducation de la Knesset, ils ont été bannis. Ce qui était un tabou en 1999 devenait légitime après l'an 2000. Le curriculum officiel du ministère a adopté une version qui enseigne aux élèves que, un mois et demi après le début de la guerre de 1948, l'armée israélienne a commencé à expulser les Palestiniens de leurs villages et à les détruire pour empêcher leur retour. L'expulsion est intervenue à la fois comme représailles aux attaques des Palestiniens contre les implantations juives et le trafic qu'elles généraient, et aussi parce que le 'départ volontaire's'était tari. Ceci forme la base des arguments également utilisés dans le livre de Yoav Gelber, *La Nakba et l'Indépendance*, qui sert de fondement pour l'unité³⁶. Il n'y a aucune base historique pour appuyer cette version. En réalité, toutes les preuves à ce jour fournies par les archives de l'IDF établissent qu'il y a eu une expulsion systématique qui a entraîné une dépopulation de plus de 75 % des réfugiés dès le mois de juillet. C'est maintenant le message qui est délivré, celui qui admet l'existence des expulsions, mais qui les justifie³⁷.

Pour en finir avec ce sujet, la transformation intervenue peut être à tout le mieux démontrée par les deux extraits ci-après des travaux d'Anita Shapira en ce qui concerne l'expulsion des Palestiniens. En 1999, elle écrit : « La panique des Arabes a mené à leur exode, et à l'effondrement des institutions de la société palestinienne. Plus l'étendue de l'exode devenait visible, plus l'idée en semblait acceptable et attractive aux

³⁵ Michael Palumbo, *The Palestinian Catastrophe*, London : Quartet Books, 1989, pp. 173-4.

³⁶ Gelber, *ibid.*

³⁷ Gelber, *ibid.*

dirigeants israéliens et au commandement militaire – non pas parce que le mouvement sioniste d'alors avait planifié une telle évacuation, mais parce qu'une option encore vague (même si certains en entretenaient le vif désir) finit par être jugée acceptable dans le contexte du comportement des deux côtés pendant la guerre »³⁸.

En 2004, Shapira a écrit dans sa biographie de Yigal Allon : « Il était l'un des plus ardents supporters du transfert des Palestiniens, et il a même procédé à des expulsions massives pendant la guerre d'Indépendance. » Elle le cite en l'approuvant, lorsqu'il a dit au cours d'une conférence publique en 1950 qu'il y avait une justification éternelle à l'expulsion massive des Palestiniens de cette terre : « Il a fait de son mieux non seulement pour occuper la terre d'Israël, mais aussi pour la dépeupler. » C'est pourquoi le site web de la bibliothèque virtuelle du Centre d'Éducation Technologique, placé sous les auspices du gouvernement israélien, fait de nombreuses références à l'expulsion des Palestiniens en 1948 en tant que nouvelle approche didactique pour de futurs étudiants³⁹.

Conclusions

Ces différents exemples de ces nouvelles vagues en matière d'historiographie israélienne sur 1948 illustrent de façon très pertinente la position idéologique actuelle des sionistes partageant la même communauté de vues en ce qui concerne d'importantes questions, la plus importante d'entre elles étant la question palestinienne.

Le doyen d'âge et les chercheurs recrutés à l'étranger font de tout crime de guerre israélien tant passé que présent un *sui generis* moral. Un tel développement sera suivi de très près par de nombreux États et régimes politiques, particulièrement au sein du Tiers-Monde, qui ont fait l'objet dans le passé de pressions internationales et de sanctions pour avoir commis de pareils crimes. Le fait que, récemment,

³⁸ Anita Shapira, 'The Past is not a Foreign Country ; The Failure of Israel's « New Historians » to Explain War and Peace', *New Republic*, 29 November 1999.

³⁹ Anita Shapira, *Yigal Allon : A Biography*, Tel-Aviv : Am Oven, 2004 (In Hebrew).

quelques-uns de ces pays « voyous » étaient des républiques islamiques ou des États arabes ne fait que souligner le double langage existant à l'étranger en ce qui concerne le sionisme et Israël, qui est reflété par l'image que se donne ce pays de la supériorité morale et de l'impunité légale. De fait, le sionisme néo-classique ne se base pas sur la pensée juive – comme le feraient les néo-sionistes – mais sur l'histoire européenne des idées. Ceux au sein de la communauté universitaire qui traitent clairement du contexte moral à travers lequel ils jugent le sionisme d'aujourd'hui, insistent sur le fait que le sionisme était et est toujours partie d'un projet éclairé. Si ce projet éclairé qui comporte la dépossession des Palestiniens a fait l'objet de déni dans les années 1990, il fait aujourd'hui l'objet d'acceptation comme prix inévitable du progrès et de la modernisation.

En conséquence, quiconque entreprend de contester cette assertion de l'intérieur – soit par le biais d'une critique globale du sionisme, d'Israël, ou via une recherche centrée sur 1948 – remet en question non seulement de droit d'Israël d'exister mais met aussi en doute le côté « éclairé » d'une façon générale.

Cette position historiographique reflète la propre identification culturelle de la société, qui est d'une part formée par la réalité historique et contemporaine, et d'autre part par ce qui peut être appelée « la conscience culturelle » formulée par-dessus. L'historiographie académique et professionnelle joue un rôle crucial au niveau de ces engrenages sociaux. Cette « conscience culturelle » déforme parfois la réalité, et veut en permanence la transformer. L'identité culturelle sioniste néo-classique en Israël au début du XXI^e siècle est façonnée par l'héritage et la géographie humaine de la terre de Palestine – principalement arabe et musulmane – mais elle fait l'objet de contestations permanentes par la « conscience culturelle » sioniste qui tente de donner à cette terre une identité différente.

Israël n'est pas un État juif libéral, né des lumières et de la modernisation. Les deux processus ont contribué à sa conception et affectent toujours ses caractéristiques, mais il a été principalement, et il l'est toujours, constitué de ses marques sionistes et ethniques : c'est ce qui a produit un groupe politique constitué de scientifiques et de sociologues qui continuent à se battre aujourd'hui pour proprement définir le chemin allant d'une ethnocratie à une démocratie ethnique.

Les tentatives pour faire rayonner l'hologramme sioniste néo-classique ne sont pas contestées par les pouvoirs en place

en Occident, mais sont totalement rejetées par les Palestiniens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'Israël, et aussi par des minorités culturelles défavorisées à l'intérieur d'Israël. Ce n'est pas tant le fait d'avoir échoué à imposer par la force une nouvelle identité à cette terre – le sionisme et Israël sont de puissants agents de changement – qui a potentiellement entravé le projet, mais plutôt d'autres déficiences. L'État, tel que défini par ses élites politiques et sa politique, est encore incapable de faire face aux victimes de l'entreprise sioniste en Palestine. Fait encore plus marquant, l'État n'a pas encore fait face aux implications découlant du fait d'avoir implanté une enclave juive qui est devenue Israël au milieu du monde arabe.

De plus, ceux qui sont devenus des victimes de son fait ont encore le pouvoir de le contester politiquement et plus encore culturellement. Aussi faibles qu'ils semblent l'être au royaume de la mémoire et de l'identité, l'identité néo-classique qui est imposée doit souvent affronter les Palestiniens vivant dans et hors du pays, par des Juifs amenés de force de pays arabes, et par un petit nombre d'individus comme moi-même qui suis né dans ce pays après sa création et qui maintenant disent leur désaccord.

Bien sûr, au-delà de leurs tours d'ivoire universitaires, les universitaires eux-mêmes contribuent au débat permanent sur l'identité future de l'État d'Israël. D'autant que l'évaluation professionnelle actuelle de 1948 par le sionisme israélien correspond aux humeurs du moment, et que ceux qui remettent les choses en question viennent conforter les revendications palestiniennes. L'équilibre du pouvoir en Israël est tel que les universitaires – sous leurs habits de sionistes idéologiques – fournissent le narratif hégémonique des premières années d'existence de l'État. Mais ils restent dépendants des pouvoirs politiques et économiques en place. Un tel clan d'universitaires paie le prix fort pour justifier les injustices du passé et pour couvrir, de tout cœur et sans critique aucune, l'idéologie de l'élite politique.

La différence entre les historiens de cour du sionisme d'il y a vingt ou trente ans et les plus jeunes générations d'aujourd'hui est que celles-ci semblent être plus attirées par le pouvoir et les bénéfices socio-économiques que par l'idéologie. La génération plus ancienne est peut-être toujours l'élément moteur, pour des raisons idéologiques, et si on prend en considération ce qu'ils écrivent, à leur valeur faciale, on peut penser qu'ils croient devoir, en tant que scientifiques

humanistes, continuer à servir la nation, son génie et ses narratifs.

Combiner opportunisme et idéologie sera peut-être jugé un jour comme un obstacle à l'avancement de la recherche en sciences humaines dans le pays, et pourra conduire ces universitaires, comme dans d'autres domaines, à leur mise en périphérie sinon à leur isolement total par rapport à des milieux académiques plus libéraux et plus modernistes dans le monde entier.

Janvier 2008

Traduction de l'anglais par Claire Paque